

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

Décembre 2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

BREVES

Soutien de Paris à la Coalition syrienne « tout à fait inacceptable » (Medvedev)

26/11/2012

Le soutien apporté par la France à la coalition de l'opposition syrienne est « *tout à fait inacceptable au regard du droit international* », a déclaré le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, dans une interview accordée à l'AFP et au Figaro.

La décision de Paris de reconnaître l'opposition comme « *seul représentant du peuple syrien* » et de demander la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes aux opposants du régime Assad est « *très discutable* », a estimé M. Medvedev qui est attendu à Paris lundi soir pour une visite de travail french.ruvr.ru

La Tunisie et la Libye n'ont pas reconnu la Coalition nationale de l'opposition syrienne

24/11/2012

Les chefs de la Tunisie et de la Libye ont refusé de reconnaître la Coalition nationale de l'opposition syrienne. C'est ce qu'a été déclaré par le président de la Tunisie Moncef Marzouki après avoir rencontré le président du Congrès national général de la Libye Mohammed el-Megaryef.

« La Tunisie et la Libye ont convenu de retarder la reconnaissance de la Coalition de l'opposition syrienne formée au début de novembre comme le seul représentant légitime du peuple syrien pour mieux se familiariser avec la structure de la coalition et ses membres », a déclaré le président de la Tunisie.

http://french.ruvr.ru/2012_11_24/95759864/

COURRIER DES LECTEURS

Reuters commet une erreur de traduction qui cache une horreur de tradition

[Bahar Kimyongür](http://bahar.kimyongur.com)

3 décembre 2012

Le 16 juin 1979, un commando proche des Frères musulmans syriens fait irruption dans une caserne de l'armée de l'air à Alep où soldats sunnites, alaouites et chrétiens partagent les mêmes chambrées. 83 cadets alaouites identifiés comme tels sont séparés de leurs autres camarades par leurs bourreaux puis

froidement exécutés. Dans cet épisode tragique de l'histoire syrienne, la seule appartenance confessionnelle a motivé l'application de la peine de mort. Trois décennies plus tard, des provocateurs inspirés par les mêmes thèses sectaires détournent la légitime contestation populaire antibaassiste vers l'alaouite, un bouc émissaire tout désigné qui, depuis un millénaire, alimente suspicion et fantasmes. Mais cette fois, les alaouites sont victimes d'une campagne d'extermination systématique et à grande échelle. A un point tel que les hommes faits prisonniers par les rebelles jurent ne pas être alaouites pour échapper à leur sort. Un « détail » qui a échappé à l'agence de presse britannique Reuters à Ras Al Ain.

Dans les pays régis par des Etats traditionnellement hostiles au gouvernement de Damas, la nature sectaire de l'insurrection qui a éclaté à Deraa il y a vingt mois a été ignorée et remplacée par une lecture rassurante voire mystique du conflit assimilant le régime de Damas au mal absolu et la rébellion à son exact contraire. Il y a quelques jours, l'agence de presse britannique Reuters a contribué à maintenir le flou autour des réelles motivations de la rébellion armée en commettant une grossière erreur de traduction.

Dans l'une de ses dépêches reprises sur le site Internet du journal 20 Minutes du 30 novembre 2012, Reuters écrit ceci :

Un rebelle syrien s'est semble-t-il filmé en train d'exécuter des prisonniers désarmés. La vidéo, mise en ligne sur le site YouTube, a été tournée au moyen d'une caméra apparemment fixée sur son arme. On y voit dix hommes en tee-shirt blanc et treillis, couchés face contre terre. L'un d'eux dit d'une voix suppliante qu'ils sont pacifiques, se lève et se dirige vers la caméra. Sur la bande son, on entend alors une détonation puis on voit cet homme retourner à sa place, un bras ensanglanté. La suite de la vidéo montre l'exécution des dix prisonniers.

A première vue, ce passage ne semble guère polémique. Mais après consultation de la vidéo qui se rapporte aux faits décrits par Reuters (<http://www.youtube.com/watch?v=sWCTshHVCmI>), on remarque immédiatement que les soldats qui supplient leurs bourreaux disent non pas être « selmiye » (pacifiques) mais « sinniye » (sunnites).

L'adhésion au sunnisme devient ainsi expression de repentance dans la bouche des condamnés.

L'un d'entre eux lance même en désespoir de cause : « Je vous jure par Allah que je suis un sunnite de Deraa » (1 min. 21 sec. et 1 min. 28 sec.) ...

La confusion entre le mot « pacifique » et « sunnite » de la part d'une agence de presse comme Reuters est pour le moins troublante, notamment d'un point de vue purement logique.

En effet, même sous l'effet de la peur et du désespoir, on voit mal pourquoi ces prisonniers tenteraient de convaincre leurs bourreaux d'être « pacifiques » alors que visiblement, leur âge, leur présence en zone militaire (le site est dominé par un mirador que l'on aperçoit après 1min. et 55 sec.) et la tenue de la plupart d'entre eux indiquent bien qu'ils sont militaires.

En se déclarant sunnites, ils espèrent pouvoir obtenir une grâce de la part de leurs bourreaux du Front Al Nosrah, la branche syrienne d'Al Qaïda (l'exécution est revendiquée en fin de vidéo).

Mais à leur grand malheur, aucune parole ne semble apaiser la colère des djihadistes. De ces prisonniers, les rebelles ne feront aucun prisonnier.

Si cet épisode sanglant peut paraître banal voire mineur au regard d'autres horreurs commises en Syrie, l'argument auquel se raccrochent désespérément les militaires capturés mérite une attention particulière dans la mesure où il est révélateur de la terreur sectaire que fait régner l'insurrection.

Chaque jour, des Syriens sont assassinés par les rebelles parce qu'ils n'ont pas la « bonne » confession, en particulier les alaouites.

Partisans ou opposants au régime de Damas, tous les Syriens le savent. En revanche, les observateurs occidentaux préfèrent taire ou minorer cette réalité pour « ne pas faire le jeu du régime ». Et justement, « ne pas faire le jeu du régime » est devenu la devise et l'étendard de la guerre psychologique menée contre Damas.

Loin de toute considération stratégique-idéologique, le jour de la publication de la dépêche Reuters controversée, un opposant syrien de la ville de Hassaké interviewé par l'agence de presse catholique Fides ayant requis l'anonymat a lui aussi constaté le caractère confessionnel et sectaire de la rébellion armée :

« Les alaouites ont subi le sort le plus dramatique : tués parce qu'alaouites. » reconnaît-il.

Et d'ajouter : « L'une des victimes étaient un instituteur qui a beaucoup aimé la ville et a instruit pendant de nombreuses années les enfants de toutes les familles. Des miliciens l'ont cherché, pris et tué devant son épouse et ses enfants qui ont été pris en otage. »

Les témoignages de ce genre qui attestent qu'un génocide anti-alaouite est en cours nous parviennent tous les jours de Syrie. Ils sont totalement accessibles à ceux qui veulent bien les voir et les entendre. Pour peu que les agences de presse comme Reuters veuillent bien les reproduire avec l'honnêteté et la rigueur requises.

Le 3 décembre 2012

Bahar Kimyongür est l'auteur de [Syriana, la conquête continue](#), Ed. Investig'Action et Couleur Livres, Bruxelles/Charleroi, 2011, et porte-parole du Comité contre l'ingérence en Syrie - CIS

Une confirmation que nos médias se foutent du peuple syrien

Bahar Kimyongür

10 décembre 2012

Pendant que les chancelleries occidentales nous ressortent la vieille rengaine des armes de destruction massive que « le dictateur s'apprête à utiliser contre son peuple », un rebelle syrien masqué se présentant comme un membre de la Brigade du Vent Destructeur (Katibat Reeh Al Sarsar) exhibe des produits chimiques issus de l'usine turque Tekkim (<http://www.tekkim.com.tr>) dans une vidéo postée la semaine dernière sur Youtube.

Sur fond de chants djihadistes saluant les « vents qui pulvérisent la pierre », le « laborantin » tue deux lapins à l'aide de gaz neurotoxiques. Puis il annonce face caméra qu'il va faire pareil aux alaouites. Le terroriste masqué menace ainsi pas moins de 2,5 millions de citoyens syriens de génocide.

Etant à peine plus intelligentes que cet énergumène, les bombes chimiques ne sont pas programmées pour éradiquer une seule catégorie de Syriens. Par conséquent, la menace de solution finale concerne 23 millions de Syriens tous âges, toutes ethnies et toutes confessions confondues.

Découvrons à présent le lumineux discours de notre Mengele takfiriste que les médias dominants nous cachent :

« Avec la permission d'Allah, vous les alaouites (noussayrites), tel sera votre sort. Ceci est le gaz qui provoquera votre éradication. Votre agonie ne durera pas une minute. Inchallah, telle sera votre fin. Comme vous l'avez vu, ces armes chimiques et biologiques vous extermineront en une minute. Alors, vous y croyez maintenant ? Vous les noussayrites, avez-vous entendu ? Avez-vous entendu chiens d'Assad ? Voici ce qui vous attend. Les lapins n'ont pas tenu une minute. Voyez les effets de notre arme chimique. Nous avons créé le Bataillon du Vent Destructeur (Katibat Reeh Al Sarsar) pour vous éliminer. »

Près d'une semaine après la publication de cette terrifiante vidéo sur Youtube, les médias occidentaux officiels ne semblent toujours pas prendre la menace au sérieux, confirmant ainsi leur totale indifférence à l'égard du peuple syrien.

Visiblement, pour nos preux chevaliers de la démocratie syrienne, tous les moyens sont bons, y compris le génocide, pour abattre le gouvernement de Damas.

S'il est bien entendu difficile de vérifier l'authenticité de cet enregistrement, le quotidien turc « Yurt » (7 décembre 2012) affirme sans ambages que le laboratoire clandestin où ces images ont été tournées, se situe à Antep dans le Sud de la Turquie.

La zone frontalière turco-syrienne est précisément l'antichambre de la guerre contre la Syrie et la base arrière des hordes fascistes venues des quatre coins du monde pour tuer les « mécréants » syriens.

N'y a-t-il pas là suffisamment d'éléments ne fût-ce que pour évoquer l'existence de cette incroyable menace ?

Pour le moment, les chiens de garde de l'Empire occidental préfèrent jouer aux trois singes.

Il y a près de 20 ans, personne ne prit réellement au sérieux les appels à « tuer les cafards » émis sur les ondes de « Radio mille collines ». Puis, vint le génocide qui n'épargna ni Tutsis ni Hutus dits « modérés ».

Un peu comme la solution finale organisée par la rébellion syrienne qui n'épargne ni alaouites, ni sunnites, ni chrétiens, ni druzes, ni chiites.

A bon entendeur, salut.

Le 10 décembre 2012

De la part de Mme Simone LaFleurriel-Zakri, retraitée Education Nationale, historienne Monde arabe et écrivain.

Installation de rebelles libyens dans notre demeure d'Alep !

Monsieur le Président,

Permettez-moi très humblement de porter à Votre connaissance de la présence depuis quelques mois de groupes de combattants jihadistes étrangers très violents et très actifs pour terroriser la population assez modeste des quartiers est d'Alep.

Nous sommes particulièrement touchés bien que tous Français et pour mon côté d'origine bourbonnaise, mais mon mari est originaire d'Alep ! Nous avons à ALEP, une très ancienne demeure traditionnelle de famille inscrite au patrimoine de la Vieille ville et unique pour un décor à peintures du 18e (l'autre décor étant au musée de Berne). Il y a presque deux mois, un cousin réfugié dans cette demeure alors qu'il avait avec toute sa famille été délogé avec une violence extrême par un groupe de quinze Libyens Jihadistes venus de Benghazi !

Ils disposent depuis de tout chez nous, menacent de mort les voisins, ont brisé (comme au Mali) devant les gens, de grandes statues africaines, ont menacé d'exécution le cousin parce qu'ils avaient trouvé du whisky dans le frigo(sic) etc. Mais ce qui nous intrigue c'est que depuis leur arrivée et ayant trouvé que l'une de mes filles françaises était comme nous propriétaire, ils exigent -pour quelles raisons ? nous l'ignorons que nous contactions l'Ambassade de France (sic) afin d'obtenir une attestation certifiant notre nationalité et qu'ils ont par la France (sic) le droit de résider cette demeure ! Sans doute parce que de Benghazi ils ont eu des contacts avec la diplomatie française, sous le mandat sarkoziste ! Sont-ils perdus, retranchés dans cet est d'Alep ? Ils ne quittent guère notre demeure où personne ne peut entrer !

Ce matin, notre cousin Mr Abdkerazzac Zakri nous a contacté par téléphone et donne de leur part (sic) le nom de leur chef et le nom de la brigade : Chef de Al Liwaa al Tawid : Mohammed Al Hamoud Ibn Djounid !

Monsieur le Président, mon courrier est pour solliciter pour votre aide mais aussi pour que vous sachiez bien qui sont ces brigades jihadistes étrangères si nombreuses qui terrorisent Alep et se réclament de mon pays la France ! Le soutien sans précaution dès le début de mon propre pays : Notre France ! à ces Jihadistes qui se réclament d'AL Qaida comme le montre d'ailleurs facilement le site très marqué de cette Liwa al Tawid d'Alep sur internet, est absolument révoltant ! inacceptable ! Que nous, Français, soyons sous pression jusqu'à ici même en France, à Paris par ces individus sans aucune éthique et très dangereux est inacceptable comme l'est leur prétention d'installer un Califat islamique à ALep comme ils le répètent y compris dans les vidéos largement diffusées par nos médias !

Que jusqu'à chez moi ces tenants d'al Qaida prétendent instaurer leur loi et se targuent de l'appui de notre diplomatie est indicible en sa monstruosité !

Monsieur le Président, nous sommes des citoyens français et la politique étrangère de la France nous amène à ces extrémités ! N'oubliez pas que n'étant pas musulmane, si j'avais comme souvent résidé chez moi à Alep à l'arrivée, j'aurais pu être égorgée en tant que chrétienne et comme ils le font couramment. Ils nous ont aussi mises en demeure pour retrouver notre demeure, de devenir musulmanes !

Nous espérons très vivement que vous saurez faire pression sur ces libyens bien connus de vos diplomates pour qu'ils retournent au plus vite chez eux !

Les Alepins souffrent déjà trop de leur présence et en ont assez de ces aberrations criminelles !

Nous vous remercions très vivement de l'aide que vous saurez nous apporter, au plus vite, à nous et mes

proches et voisins de Syrie pour que ces créatures dénaturées disparaissent à jamais.

Simone Lafleuriel ZAKRI

Au Caucase comme en Syrie , l'arme chimique est l'arme des terroristes islamistes !

Il est inutile de dissenter sur la récente campagne de désinformation lancée contre les chefs politiques Syriens sur leur supposé projet de déployer des armes chimiques et de les utiliser contre les terroristes islamistes qui tuent chaque jour en Syrie .

Je me contenterais de noter que cette accusation est faite par les chefs politiques de trois puissances nucléaires toutes membres de l'OTAN ! De la même manière il serait intéressant de dissenter sur ce " tabou " qui concerne l'utilisation de l'arme chimique - l' " arme nucléaire du pauvre " - alors que le débat est inexistant sur l'arme nucléaire occidentale .

Le fait intéressant est l'accusation lancée par les chefs politiques Syriens sur une possible utilisation de l'arme chimique par les terroristes islamistes qui opèrent en Syrie .

Dans des lettres adressées à l'ONU et citées par les médias officiels, le MAE Syrien a "*mis en garde contre l'utilisation par les groupes terroristes d'armes chimiques contre le peuple Syrien et déploré l'inaction de la communauté internationale après la prise de contrôle par un groupe terroriste d'une usine privée fabriquant du chlore toxique à l'est d'Alep (nord)*".

Il faisait allusion à l'usine Syro-Saoudienne SYSACCO qui fabrique de la soude caustique et du gaz chlorhydrique, prise cette semaine selon des habitants par les **jihadistes du Front al-Nosra**. Elle se trouve près de la localité de Sfire, dans une zone agricole .

Or **des terroristes islamistes ont déjà utilisé des armes chimiques** , en l'occurrence en **décembre 1999 et janvier 2000 lors de l'assaut des forces fédérales Russes contre Grozny** .

La configuration de décembre 1999-janvier 2000 dans le Caucase est en tout points semblable à la situation Syrienne et amène à craindre le pire si l'on sait que des terroristes islamistes Caucasiens , Tatars , Oudmourtes et Bachkirs combattent en Syrie et plus particulièrement dans la région d' Alep :

- 1- Des terroristes qui sont sur le " reculoir " militairement .
- 2- Des terroristes qui prennent le contrôle d'une usine chimique de synthèse de composés organo-chlorés

3- Une volonté d'internationaliser le conflit pour " sauver militairement les meubles "

Par **trois fois , deux fois en décembre 1999 et le 2 janvier 2000** , les terroristes islamistes Caucasiens retranchés dans la cité de Grozny ont fait exploser des réservoirs de chlore et d'ammoniac * avec un double objectif : [\[lien \]](#) , [\[lien \]](#)

1- Accuser les forces fédérales Russes d'utiliser des armes chimiques et provoquer une réaction de la " communauté internationale " . Les forces spéciales Russes qui devaient donner l'assaut aux positions où étaient stockées ces armes chimiques ont du revêtir des combinaisons NBC , ce qui a permis à quelques plumentifs occidentaux de relayer la propagande islamiste . [voir photo]

Selon certaines sources du renseignement militaire Russe des composés radioactifs utilisés dans un centre de recherche pétrochimique pour le traçage de molécules et des radio-éléments dérobés lors du raid terroriste islamiste contre l'hôpital de Boudionnovsk en juin 1995 [\[lien \]](#) auraient aussi été mélangés aux " bombes sales " posées par les terroristes islamistes Caucasiens le long des principales artères de Grozny. A ce titre la présence éventuelle de radio-éléments dans les centres hospitaliers Syriens aux mains des terroristes islamistes ou dans des appareils de radiographie destinés à l'industrie pétrolière serait des plus inquiétante .

Les forces fédérales Russes ont même du interrompre leur offensive le 8 janvier 2000 pour permettre à la population civile de Grozny de se mettre à l'abri du chantage des terroristes islamistes .

Fin décembre 1999 , les forces spéciales Russes ont réussi à empêcher l'utilisation de bombes chimiques (chlore et ammoniac) à Grozny lors de l'assaut contre la ville . [\[lien \]](#)

Une attaque terroriste au chlore a été déjouée en mars 2004 par le FSB . [\[lien \]](#)

2- Espérer engranger quelques gains tactiques .

Selon les propres sources des terroristes islamistes Caucasiens , *kavkaz-center* , des entraînements à la guerre NBC sont régulièrement menés par les groupes terroristes Caucasiens [voir deuxième photo] depuis une dizaine d'années et il est fort probable que des " experts " Caucasiens aient été envoyés auprès des terroristes islamistes Syriens . On peut en effet s'étonner de la promptitude avec laquelle ces terroristes ont été capables de diffuser une video montrant l'intoxication de deux lapins ! [\[lien \]](#)

Lors de l'assaut contre Grozny , les experts militaires Russes ont noté l'apparition d' unités de " spécialistes " que ce soit dans la pose de mines anti-chars , l'utilisation d'armes chimiques ou des unités de snipers . Ces unités de " spécialistes " étaient protégées par des unités spéciales de protection qui ont combattu jusqu'au sacrifice pour permettre leur exfiltration de Grozny . Il se pourrait que ces spécialistes en armes chimiques aient été des militaires Séoudes .

OTAN

Syrie : la véritable feuille de route en 13 points des traîtres syriens à la solde de l'impérialisme et des monarchies du Golfe*

[Alger républicain](#)

jeudi 6 décembre 2012

Extraits de l'éditorial de Nouredine Merdaci "« Protocole » de Doha" paru le jeudi 6 décembre dans le quotidien national algérien L'Expression

En Syrie ce sont des combattants venus de nombreux pays arabes, des éléments d'Al Qaïda, des djihadistes d'Afghanistan, de la Somalie et autre Pakistan, bien armés, qui tuent la population civile syrienne et se battent contre l'armée syrienne aux côtés d'une poignée de déserteurs. Donc, à Doha, il fallait « unifier » l'opposition dont la crédibilité était mise en doute y compris par l'un de ses principaux bailleurs de fonds, les Etats-Unis qui ont pesé de tout leur poids pour redonner un semblant de cohérence et de visibilité à une opposition créée de toutes pièces par la France, le Qatar et les Etats-Unis, notamment, appuyée par la Turquie laquelle a obtenu de l'Otan l'installation sur son territoire de missiles « Patriot » aux frontières avec la Syrie. Doha aura donc été un recentrage de la rébellion qui n'arrivait pas à concrétiser les objectifs que lui ont tracés ses commanditaires. On comprend en fait, le pourquoi de la chose lorsque l'on connaît les clauses du « Protocole » de Doha, dont nous avons pu consulter le document, formulé en treize points qui se détermine comme suit :

- 1- réduction du nombre des soldats de l'armée syrienne à 50 000 ;
- 2- la Syrie ne pourra faire valoir son droit à sa souveraineté sur le Golan que par les moyens politiques. Les deux parties signeront des accords de paix sous l'égide des Etats-Unis et du Qatar ;
- 3- la Syrie doit se débarrasser, sous la supervision des Etats-Unis, de toutes ses armes chimiques et bactériologiques et de la totalité de ses missiles. Cette opération doit se dérouler sur les terres de Jordanie ;
- 4- annulation de toute revendication de souveraineté sur Liwa Iskandaroun et désistement au profit de la Turquie de certains villages frontaliers habités par les Turkmènes dans les « mouhafadhas » d'Alep et d'Idlib ;
- 5- renvoi de tous les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan, ceux recherchés par la Turquie lui seront livrés. Inscription de ce parti sur la liste des organisations terroristes ;
- 6- annulation de tous les accords et conventions signés avec la Russie et la Chine dans les domaines des forages du sous-sol et de l'armement ;
- 7- permettre le passage à travers le territoire syrien d'un gazoduc qatari à destination de la Turquie puis de l'Europe ;
- 8- permettre le passage à travers le territoire syrien des conduites d'eau en provenance du barrage Atatürk et à destination d'Israël ;
- 9- le Qatar et les Emirats arabes unis s'engagent à reconstruire ce qui a été détruit par la guerre en Syrie à la condition que leurs sociétés aient l'exclusivité de la reconstruction et de l'exploitation du pétrole et gaz syrien ;
- 10- gel des relations avec l'Iran, la Russie et la Chine ;
- 11- rompre les relations avec Hezbollah et les mouvements de résistance palestinienne ;
- 12- le régime syrien sera islamique et non salafiste ;
- 13- le présent accord entrera en application dès la prise du pouvoir »

* Le titre est de la rédaction d'Alger républicain

DOSSIERS

Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib

Par Thierry Meyssan

Totalement inconnu du public international, il y a une semaine encore, cheikh Moaz al-Khatib a été propulsé président de la Coalition nationale syrienne, représentant l'opposition pro-occidentale au gouvernement de Damas. Décrit par une intense campagne de relations publiques comme une haute personnalité morale sans attaches partisans ou économiques, il est en réalité membre des Frères musulmans et cadre de la compagnie pétrolière Shell.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 19 novembre 2012

L'émiettement de l'opposition syrienne armée reflète les conflits entre les États qui tentent de « *changer le régime* » de Damas.

On retiendra surtout le *Conseil national* (CNS), dit aussi Conseil d'Istanbul parce qu'il fut constitué là-bas. Il est tenu d'une main de fer par la DGSE française et financé par le Qatar. Ses membres, qui ont obtenu le droit de séjour en France et diverses facilités, sont en permanence sous la pression des services secrets qui leur dictent leur moindre prise de parole.

Les *Comités locaux de coordination* (CLC) représentent sur place les civils soutenant la lutte armée. Enfin l'*Armée syrienne libre* (ASL), principalement encadrée par la Turquie, regroupe la plupart des combattants, y compris les brigades d'Al-Qaida. 80 % de ses unités reconnaissent comme chef spirituel le cheikh takfiriste Adnan Al-Arour, basé en Arabie saoudite.

Cherchant à reprendre le leadership et à remettre de l'ordre dans cette cacophonie, Washington a enjoint la Ligue arabe de convoquer une réunion à Doha, a coulé le CNS, et a contraint le plus grand nombre de groupuscules possibles à intégrer une structure unique : la *Coalition nationale des forces de l'opposition et de la Révolution*. En coulisses, l'ambassadeur Robert S. Ford a lui-même distribué les places et les prébendes. En définitive, il a imposé comme président de la Coalition une personnalité qui n'avait jamais été citée jusqu'ici par la presse : le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib.

Robert S. Ford est considéré comme le principal spécialiste du Moyen-Orient au département d'État. Il fut l'assistant de John Negroponte, de 2004 à 2006, lorsque le maître espion appliqua en Irak la méthode qu'il avait élaborée au Honduras : l'usage intensif d'escadrons de la mort et de *Contras*. Peu avant le début des événements en Syrie, il fut nommé par le président Obama ambassadeur à Damas et prit ses fonctions malgré l'opposition du Sénat. Il appliqua immédiatement la méthode Negroponte à la Syrie avec les résultats que l'on connaît.

Si la création de la Coalition nationale acte la reprise en main de l'opposition armée par Washington, elle ne règle pas la question de la représentativité. Rapidement, diverses composantes de l'ASL s'en sont désolidarisées. Surtout, la Coalition exclut l'opposition hostile à la lutte armée, notamment la *Coordination nationale pour le changement démocratique* d'Haytham al-Manna.

Le choix du cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib répond à une nécessité apparente : pour être reconnu par les combattants, il fallait que le président de la Coalition fut un religieux, mais pour être admis par les Occidentaux, il devait paraître modéré. Surtout, en cette période d'intenses négociations, il fallait que ce président puisse s'appuyer sur de solides compétences pour discuter de l'avenir du gaz syrien, mais de cela il ne faut pas parler en public.

Les *spin doctors* US ont rapidement relooké le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib en costume sans cravate. Certains médias en font déjà un leader « *modèle* ». Ainsi, un grand quotidien US le présente comme « *un produit unique de sa culture, comme Aung San Suu Kyi en Birmanie* » [1].

Voici le portrait qu'en dresse l'Agence France Presse (AFP) :

« Cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, l'homme du consensus

Né en 1960, cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, est un religieux modéré qui a été un temps imam de la mosquée des Omeyyades de Damas et n'appartient à aucun parti politique.

C'est cette indépendance, et sa proximité avec Riad Seif à l'origine de l'initiative d'une coalition élargie, qui a fait de lui un candidat de consensus pour la direction de l'opposition.

Issu de l'islam soufi, ce dignitaire religieux qui a étudié les relations internationales et la diplomatie

n'est lié ni aux Frères musulmans, ni à aucune force d'opposition islamiste.

Arrêté à plusieurs reprises en 2012 pour avoir publiquement appelé à la chute du régime de Damas, il a été interdit de parole dans les mosquées syriennes par ordre des autorités et a trouvé refuge au Qatar. Originaire de Damas même, il a joué un rôle décisif dans la mobilisation de la banlieue de la capitale, notamment Douma, très active dès le début de la mobilisation pacifique en mars 2011.

"Cheikh al-Khatib est une figure de consensus qui bénéficie d'un véritable soutien populaire sur le terrain", souligne Khaled al-Zeini, membre du Conseil national syrien (CNS). » [2].

La vérité est toute autre.

En réalité, il n'y a aucune trace que cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib ait jamais étudié les relations internationales et la diplomatie, mais il a une formation d'ingénieur en géophysique et a travaillé six ans pour la al-Furat Petroleum Company (1985-91). Cette société est une joint-venture entre la compagnie nationale et des compagnies étrangères, dont l'anglo-hollandaise Shell avec laquelle il a maintenu des liens.

En 1992, il hérite de son père cheikh Mohammed Abu al-Faraj al-Khatib la prestigieuse charge de prêcheur de la Mosquée des Omeyyades. Il est rapidement relevé de ses fonctions et interdit de prêcher dans toute la Syrie. Cependant, cet épisode ne se situe pas en 2012 et n'a rien à voir avec l'actuelle contestation, mais il y a vingt ans, sous Hafez el-Assad. La Syrie soutenait alors l'intervention internationale pour libérer le Koweït, tout à la fois par respect du droit international, pour en finir avec le rival irakien, et pour se rapprocher de l'Occident. Le cheikh, quant à lui, était opposé à « Tempête du désert » pour des motifs religieux qui étaient ceux énoncés par Oussama Ben Laden —dont il se réclamait alors—, notamment le refus de la présence occidentale sur la terre d'Arabie considérée comme un sacrilège. Cela l'avait conduit à proférer des harangues antisémites et anti-occidentales.

Par la suite, le cheikh poursuit une activité d'enseignement religieux, notamment à l'Institut néerlandais de Damas. Il entreprend de nombreux voyages à l'étranger, principalement aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Finalement, il se fixe au Qatar.

En 2003-04, il revient en Syrie comme lobbyiste du groupe Shell lors de l'attribution des concessions pétrolières et gazières.

Il revient à nouveau en Syrie début 2012 où il enflamme le quartier de Douma (banlieue de Damas).

Arrêté, puis amnistié, il quitte le pays en juillet et s'installe au Caire.

Sa famille est bien de tradition soufie, mais contrairement aux imputations de l'AFP, il est membre de la confrérie des Frères musulmans et l'a d'ailleurs montré à la fin de son discours d'investiture à Doha.

Selon la technique habituelle de la Confrérie, il adapte non seulement la forme, mais aussi le fond de ses discours à ses auditoires. Parfois favorable à une société multi-religieuse, parfois au rétablissement de la charia. Dans ses écrits, il qualifie les personnes de religion juive d'« *ennemis de Dieu* » et les musulmans chiites d'« *hérétiques réjectionnistes* », autant d'épithètes qui valent condamnation à mort.

En définitive, l'ambassadeur Robert S. Ford a bien joué. Une fois de plus Washington roule ses alliés dans la farine. Comme en Libye, la France aura pris tout les risques, mais dans le grand compromis qui s'annonce, Total ne bénéficiera d'aucune concession avantageuse.

Thierry Meyssan

[1] "A model leader for Syria ?", éditorial du *Christian Science Monitor*, 14 novembre 2012.

[2] « Un religieux, un ex-député et une femme à la tête de l'opposition syrienne », AFP, 12 novembre 2012.

<http://www.voltairenet.org/article176614.html>

Chine : Pour le Quotidien du Peuple, la France joue avec le feu en Syrie

Ren Yaqui

Mardi 20 novembre 2012

(*revue de presse : Le Quotidien du Peuple en ligne 20/11/12*)*

Le 17 novembre, le Président français François Hollande a reçu à Paris le Président de la « *Coalition Nationale de l'Opposition et des Forces Nationales* » (ci-après désignée la « *Coalition Nationale* ») Ahmad Moaz al-Khatib, et annoncé la nomination d'un « *ambassadeur* » de la Coalition, en la personne de Monzir Makhous.

En elle-même, l'Alliance nationale elle-même n'est juste qu'un groupe de l'opposition syrienne, pas un gouvernement, et même le gouvernement en exil, qui n'en est pas vraiment un, ne fait que parler

d'envoyer des «*ambassadeurs*», c'est dire que tout cela ressemble plus à une plaisanterie qu'à autre chose. M. Hollande a pourtant vraiment pris sérieusement cette chose. On a pu voir l'enthousiasme dont a témoigné M. Hollande dans la reconnaissance de cette organisation comme «*le représentant légitime du peuple syrien* ». Il est à craindre que d'autres pays occidentaux profitent de cette occasion pour lui emboîter le pas.

Hollande masque ses difficultés

L'appui particulièrement zélé de M. Hollande à la *Coalition Nationale Syrienne* sur cette question lui permet en fait de masquer d'autres difficultés. Il a été élu président il y a plus de six mois, mais jusqu'à aujourd'hui, ses résultats sont médiocres. Sa cote de popularité, à nouveau en baisse de 20%, n'atteint aujourd'hui qu'à peu près 40% seulement, ce qui fait qu'il était désireux d'essayer de faire quelque chose sur le plan diplomatique pour redorer un tant soit peu son blason. Fort opportunément à ce moment-là, le *Conseil National Syrien* a joint ses forces à celles d'un petit groupe d'opposition pour mettre en place une Coalition Nationale. Sautant sur l'occasion, la France, la considérant comme une organisation quasi-gouvernementale, l'a reconnue immédiatement. Hélas pour lui, la décision française n'a guère été suivie jusque-là, seule une partie des monarchies du Golfe et la Turquie ayant reconnu la Coalition. Les autres puissances occidentales se tiennent encore à l'écart et observent.

Pourquoi les puissances occidentales, à part la France, ne font-elles rien ? La clé réside dans le fait que la composition de la Coalition nationale et ses résultats font que certains pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, ne lui font pas confiance. Des médias français ont souligné que cette organisation est influencée par des forces islamiques modérées, qu'elle est manipulée par les *Frères Musulmans*. En outre, faute d'une large représentation, la Coalition n'a pas de pouvoir réel. Sur le plan militaire, elle ne contrôle que les deux tiers de l'opposition syrienne armée. L'autre tiers de l'opposition syrienne armée est contrôlée par des organisations radicales, qui ne tiennent absolument aucun compte de ses ordres. Les puissances occidentales sont particulièrement inquiètes et craignent que si à l'avenir elles fournissent des armes à cette organisation, elles pourraient indirectement tomber entre les mains d'éléments proches d'*Al-Qaïda* et des Salafistes. Or, la Coalition Nationale a précisément le désir d'obtenir à l'avenir des armes lourdes de la part de l'Occident, afin de pouvoir porter des coups mortels aux forces gouvernementales syriennes.

La France envoie un mauvais signal

La France a donc reconnu la légitimité de la Coalition Nationale. Toutefois, sur la question de la fourniture d'armes à l'opposition syrienne, elle s'est montrée plus prudente, et n'a jamais fléchi. La France n'est pas opposée à la fourniture d'armes, mais elle ne veut pas le faire seule, afin de ne pas risquer la condamnation de la communauté internationale. Donc, elle souhaiterait, pour cela, entraîner l'UE dans son sillage. La France tient à ce que le problème de la fourniture d'armes à l'opposition syrienne soit discuté avec les autres Etats membres de l'UE lors d'une réunion entre eux.

C'est précisément sur cette question que la France joue avec le feu. Les forces gouvernementales syriennes et l'opposition syrienne s'opposent dans des combats féroces. Même les faubourgs Sud de la capitale Damas, sont devenus un tragique champ de bataille. La guerre a également débordé sur le Plateau du Golan, en partie occupé par Israël. Selon certains rapports, des Syriens armés ont ouvert le feu sur le plateau du Golan, et les forces israéliennes ont riposté avec des tirs d'artillerie. *Human Rights Watch* en Syrie a déclaré que depuis que la guerre civile syrienne a éclaté en mars de l'année dernière, à ce jour, 39 000 personnes ont été tuées lors de cette guerre. En fermant les yeux sur les pertes de vies et la marée montante de réfugiés causées par la guerre civile en Syrie, et en n'essayant pas de chercher un règlement politique dans ce pays, en soutenant aveuglément l'opposition syrienne, et même en envisageant de fournir des armes meurtrières, la France envoie un mauvais signal à la communauté internationale, qui ne peut qu'inquiéter les personnes éprises de paix, mais provoquer aussi la déception quant à la direction que prend la politique étrangère française.

La France fait son «*show* » sur la scène internationale

La récente résurgence du conflit armé entre Israël et les Palestiniens, et qui ne cesse de s'aggraver, montre qu'il y a quelques liens avec le problème syrien. Comme nous le savons tous, le Qatar, depuis toujours opposé au régime de Bachar el-Assad, a récemment accordé un prêt généreux au mouvement palestinien *Hamas* dans le but de gagner les faveurs des anciens alliés du régime syrien, permettant ainsi au *Hamas*, qui contrôle la bande de Gaza, de devenir encore plus riche et puissant et de renforcer ses positions. Cela lui fournit aussi des moyens pour une confrontation avec Israël. Certains pays du Moyen-

Orient encouragent, ouvertement ou secrètement, le *Hamas* à combattre Israël. Ali Larijani, Président du Parlement iranien, s'est ainsi montré mécontent du fait que certains pays arabes fournissent des armes à l'opposition syrienne. Et il a récemment déclaré que plutôt que l'opposition syrienne armée lutte contre le président de son propre pays, il serait préférable que les Palestiniens armés entrent en guerre contre Israël. La France espère un cessez le feu entre Israéliens et Palestiniens, alors pourquoi ne peut-elle pas contribuer à ce que l'opposition syrienne s'assoie et à négocie avec des représentants du Gouvernement syrien pour résoudre le conflit interne qui déchire ce pays ?

En tant que grand pays, la France devrait, plutôt que faire son « *show* » sur la scène internationale, s'efforcer de trouver une solution politique pour la Syrie. Mieux vaut « *lutter contre l'incendie* » que « *jouer avec le feu* ». Dans le cas contraire, la guerre ne fera que s'étendre et mettre en danger la sécurité de la région du Moyen-Orient tout entier.

Titre et intertitres : *AFI-Flash*

Titre original : En Syrie, la France joue avec le feu plus qu'elle ne lutte contre l'incendie

* <http://french.peopledaily.com.cn/Horizon/8027212.html>

© G. Munier/X. Jardez

Publié le 20 novembre avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Ren_Yaqui.201112.htm

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19